

Trinité-et-Tobago

A. Progrès dans la mise en œuvre du standard minimum

Trinité-et-Tobago compte 17 conventions fiscales en vigueur, comme l'indique sa réponse au questionnaire d'examen par les pairs, y compris la convention multilatérale entre les membres de la CARICOM conclue avec dix de ses partenaires (la convention de la CARICOM)¹⁵⁶.

Aucune des conventions conclues par Trinité-et-Tobago n'est conforme au standard minimum ou ne fait l'objet d'un instrument de mise en conformité.

B. Difficultés de mise en œuvre

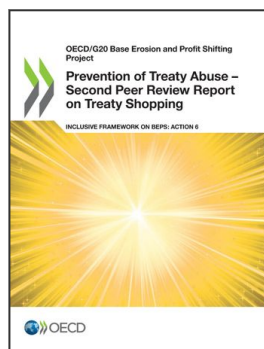
Trinité-et-Tobago est invitée à mettre en œuvre le standard minimum dans ses conventions.

Trinité-et-Tobago est invitée à actualiser la convention de la CARICOM en entamant des discussions avec l'ensemble de ses partenaires de convention¹⁵⁷.

Synthèse de la réponse de la juridiction – Trinité-et-Tobago

	Partenaires de convention	Conformité avec le standard	Si conforme, méthode choisie	Signature d'un instrument de mise en conformité	Méthode choisie dans l'instrument de mise en conformité (si différent de l'IM)	Commentaires
1	Antigua-et-Barbuda	Non	N/C	Non	N/C	CARICOM
2	Barbade	Non	N/C	Non	N/C	CARICOM
3	Belize	Non	N/C	Non	N/C	CARICOM
4	Brésil	Non	N/C	Non	N/C	
5	Canada	Non	N/C	Non	N/C	
6	Chine (République populaire de)	Non	N/C	Non	N/C	
7	Danemark	Non	N/C	Non	N/C	
8	Dominique	Non	N/C	Non	N/C	CARICOM
9	France	Non	N/C	Non	N/C	
10	Allemagne	Non	N/C	Non	N/C	
11	Grenade*	Non	N/C	Non	N/C	CARICOM
12	Guyana*	Non	N/C	Non	N/C	CARICOM
13	Inde	Non	N/C	Non	N/C	
14	Italie	Non	N/C	Non	N/C	
15	Jamaïque	Non	N/C	Non	N/C	CARICOM
16	Luxembourg	Non	N/C	Non	N/C	
17	Norvège	Non	N/C	Non	N/C	
18	Saint-Kitts-et-Nevis	Non	N/C	Non	N/C	CARICOM
19	Sainte-Lucie	Non	N/C	Non	N/C	CARICOM
20	Saint-Vincent-et-les-Grenadines	Non	N/C	Non	N/C	CARICOM
21	Espagne	Non	N/C	Non	N/C	

22	Suède	Non	N/C	Non	N/C	
23	Suisse	Non	N/C	Non	N/C	
24	Royaume-Uni	Non	N/C	Non	N/C	
25	États-Unis	Non	N/C	Non	N/C	
26	Venezuela*	Non	N/C	Non	N/C	



Extrait de :

Prevention of Treaty Abuse – Second Peer Review Report on Treaty Shopping

Inclusive Framework on BEPS: Action 6

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/d656738d-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2020), « Trinité-et-Tobago », dans *Prevention of Treaty Abuse – Second Peer Review Report on Treaty Shopping : Inclusive Framework on BEPS: Action 6*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/7d5a2dfc-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.